

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 13

**Loi modifiant la Loi de l'adoption**

---

Première lecture .....

Deuxième lecture .....

Troisième lecture .....

---

PRÉSENTÉ

Par M. DENIS LAZURE

Ministre des affaires sociales

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9



## NOTES EXPLICATIVES

*Les modifications proposées à la Loi de l'adoption ont principalement pour objets:*

*a) de déterminer des modalités d'adoption à l'égard des enfants domiciliés ou résidant hors du Québec en confiant notamment l'évaluation des parents adoptifs aux sociétés d'adoption et en déterminant le rôle du ministère des affaires sociales et des organismes concernés;*

*b) de mieux protéger les parties à l'adoption en confiant aux sociétés d'adoption le placement exclusif des enfants qui peuvent être adoptés sauf dans les cas où:*

- il y a un lien de filiation entre l'adopté et l'adoptant;*
- le parent adoptif est le conjoint du père ou de la mère de l'adopté; et*
- le placement se fait par un organisme dans le cadre d'une entente avec le ministre relative à l'adoption internationale; et*

*c) de faciliter l'adoption de certains enfants en prévoyant le pouvoir d'accorder une aide financière aux parents adoptifs selon certaines modalités.*

Art. 1. *La modification proposée est entièrement de droit nouveau.*

Art. 2. *Cette disposition a pour objet d'énoncer le principe et les cas d'exception en vertu desquels le placement d'un enfant en vue de l'adoption doit s'effectuer.*

*Le premier alinéa de l'article 16 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**16.** Un enfant dont l'adoption est permise par la présente loi peut être placé en vue de son adoption, par une personne autre qu'une société d'adoption reconnue, pourvu qu'avis en soit donné au ministre.»

## Projet de loi n° 13

### Loi modifiant la Loi de l'adoption

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1969, c. 64,  
a. 13, mod. **1.** L'article 13 de la Loi de l'adoption (1969, chapitre 64) est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Évaluation.  
«Elle doit procéder à l'évaluation d'une personne qui demande d'adopter un enfant domicilié ou résidant au Québec ou hors du Québec dans la mesure où le ministre a déterminé qu'il y a des enfants qui peuvent être adoptés.

Disponibilité  
d'enfants  
adoptables. Le ministre détermine les possibilités d'adoption des enfants domiciliés ou résidant hors du Québec en tenant compte des objectifs définis par le ministre de l'immigration en vertu du paragraphe *h* du quatrième alinéa de l'article 3 de la Loi du ministre de l'immigration (1968, chapitre 68).»

1969, c. 64,  
a. 16, mod. **2.** L'article 16 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

Placement  
par  
société  
reconnue. «**16.** Un enfant dont l'adoption est permise par la présente loi ne peut être placé en vue de son adoption que par une société d'adoption reconnue.

Placement  
par  
personne  
autre. Pourvu qu'un avis écrit en soit préalablement donné au ministre, le placement peut cependant être effectué par une personne autre qu'une société d'adoption reconnue, dans les cas suivants:

*a)* le requérant est un ascendant, un parent en ligne collatérale jusqu'au troisième degré de l'adopté ou le conjoint de cet ascendant ou parent;

*b)* le requérant est le conjoint du père ou de la mère de l'adopté;

*Art. 3. Les modifications proposées sont entièrement de droit nouveau.*

*Art. 4. L'article 41 de la loi est modifié en concordance avec l'article 37-3 de la loi proposé par l'article 3 du projet de loi.*

c) le placement a lieu par l'intermédiaire d'un gouvernement, d'un ministère ou d'un organisme agissant conformément à une entente ou une convention visée dans l'article 37-1, et une évaluation a été effectuée conformément à l'article 13.»

1969, c. 64,  
sections VA  
et VB, aa.  
37-1 à 37-3,  
aj.

**3.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 37, des sections et des articles suivants:

#### «SECTION VA

##### «ADOPTION D'ENFANTS DOMICILIÉS OU RÉSIDANT HORS DU QUÉBEC

Entente  
avec  
autre gou-  
vernement.

«**37-1** Le ministre peut, conformément à la loi, conclure une entente avec un autre gouvernement ou avec l'un de ses ministères ou organismes en vue de l'application de la présente loi.

Convention  
avec  
organisme.

Le ministre peut également, en vue de l'application de la présente loi, conclure des conventions avec tout autre organisme qui s'occupe principalement de la défense des droits de l'enfant, de la promotion de ses intérêts et de l'amélioration de ses conditions de vie.

Intermé-  
diaire  
autorisé.

«**37-2** Seul un gouvernement, un ministère ou un organisme agissant conformément à une entente ou une convention visée dans l'article 37-1 peut servir d'intermédiaire pour faire placer au Québec, en vue de l'adoption, un enfant domicilié ou résidant hors du Québec.

#### «SECTION VB

##### «AIDE FINANCIÈRE

Aide  
financière  
à un  
adoptant.

«**37-3** Le ministre peut, dans les cas et selon les critères, modalités et conditions prévus par règlement, accorder à un adoptant une aide financière visant à favoriser l'adoption d'un enfant.»

1969, c. 64,  
a. 41, mod.

**4.** L'article 41 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *f* du premier alinéa par les suivants:

«*f*) les cas où le ministre peut accorder l'aide financière prévue par l'article 37-3 ainsi que les critères dont il doit tenir compte pour déterminer son étendue, ses modalités et les conditions que doit remplir l'adoptant qui en bénéficie;

«*g*) toute autre matière requise pour l'application de la présente loi.»

Art. 5. *L'article 43 de la loi se lit actuellement comme suit:*

«**43.** Toute personne qui place un enfant en vue de son adoption et qui omet de donner au ministre l'avis prévu à l'article 16, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende n'excédant pas \$100.»



1969, c. 64,  
a. 43,  
rempl.  
Infraction  
et peine.

**5.** L'article 43 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**43.** Quiconque, contrairement à l'article 16, place un enfant en vue de l'adoption ou omet de donner avis au ministre, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre du paiement des frais, d'une amende d'au plus \$500 ou, à défaut de paiement, d'une peine d'emprisonnement d'au plus trois mois, s'il s'agit d'un individu, ou d'une amende d'au plus \$1 000 s'il s'agit d'une corporation.

Récidive.

En cas de récidive, le maximum des amendes et de la peine prévues par l'alinéa précédent est porté à \$1 000 et à six mois, s'il s'agit d'un individu, et à \$2 000 s'il s'agit d'une corporation.»

S.R.,  
c. 219, ab.

**6.** La Loi des enfants immigrants (Statuts refondus, 1964, chapitre 219) est abrogée.

Entrée en  
vigueur.

**7.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction, à l'exception de l'article 37-3 édicté par l'article 3 et du paragraphe *f* du premier alinéa de l'article 41 édicté par l'article 4, lesquels entreront en vigueur à une date ultérieure qui pourra être fixée par proclamation du gouvernement.